



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** CHAUMONT, le 23 décembre 2025

Nos réf. : SHM/MO/MI n° 25 - 352

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS**

Rue du Général de Gaulle  
BP 51  
52300 VECQUEVILLE

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2025 dans l'établissement CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS implanté Rue du Général de Gaulle, BP 51, 52300 VECQUEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS
- Rue du Général de Gaulle - BP 51 - 52300 VECQUEVILLE
- Code AIOT : 0005701291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Constantia Jeanne d'Arc exploite sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE une installation spécialisée dans l'impression d'emballages pour l'agroalimentaire. L'installation est dûment autorisée au titre de la réglementation ICPE.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Études des eaux souterraines	AP Complémentaire du 15/01/2024, article 2	Prescriptions complémentaires	3 mois
3	Déclaration des piézomètres	AP Complémentaire du 15/01/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Réalisation de piézomètres	AP Complémentaire du 15/01/2024, article 3	Prescriptions complémentaires	3 mois
5	Surveillance et entretien des forages	AP Complémentaire du 15/01/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Nivellement des ouvrages	AP Complémentaire du 15/01/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 15/01/2024, article 4	Prescriptions complémentaires	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets de COV	AP de Mise en Demeure du 13/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure
6	Inscription des forages	AP Complémentaire du 15/01/2014, article 3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater le retour à la conformité des rejets de COV du site suite aux travaux opérés sur son oxydateur thermique.

L'inspection des installations classées propose donc la levée de la mise en demeure relative aux émissions de COV.

Concernant le suivi de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant a mis en place un réseau piézométrique et a réalisé une première campagne de suivi.

Au regard des résultats de cette première campagne et des constats réalisés lors de la visite, il apparaît nécessaire que l'exploitant :

- justifie la profondeur des ouvrages créés au regard du contexte hydrogéologique local,
- justifie le respect des prescriptions applicables à ses piézomètres,
- l'absence de mise en relation des deux nappes superposées,
- s'assure de l'absence d'infiltration d'eaux pluviales dans les ouvrages,
- mette en place un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets de COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 3.3.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2011 susvisé, relatifs aux rejets de COV dans l'atmosphère.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 03 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté un dépassement des concentrations et flux de COV rejetés par la cheminée de l'oxydateur thermique du site. Depuis ce constat, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir réalisé les travaux suivants sur son oxydateur : <ul style="list-style-type: none"><li>• remplacement de l'automate permettant de mieux gérer l'installation,</li><li>• régulation indépendante des deux brûleurs,</li><li>• optimisation du cycle :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ sortie par une seule chambre (et non des deux chambres en même temps comme auparavant),</li><li>◦ augmentation du chevauchement des périodes lors des basculements d'une chambre à l'autre,</li><li>◦ temps de purge plus important,</li><li>◦ temps de cycle allongé,</li></ul></li><li>• installation d'un système de surpression au niveau des joints d'étanchéité des chambres,</li><li>• maintenance de l'oxydateur dont le changement d'un joint d'étanchéité d'une chambre,</li><li>• modernisation de l'installation pneumatique.</li></ul> <p>Une nouvelle campagne de mesure des émissions de COV a été réalisée en mai 2025. Les résultats montrent que la concentration en COV<sub>Nm</sub> en aval de l'oxydateur est de 16,3 mg/Nm<sup>3</sup>, respectant ainsi la valeur limite d'émission (VLE) de 50 mg/Nm<sup>3</sup> (le rendement de l'oxydateur étant supérieur à 98 %).</p> <p>Cette concentration correspond à un flux horaire de 0,739 kg/h de COV<sub>Nm</sub>, respectant la VLE de 3,3 kg/h. En considérant un fonctionnement annuel de 8 760 h, le flux maximum annuel autorisé (28,91 t/an) est également respecté avec une émission de 6,5 t/an.</p> <p>Les COV spécifiques n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle mesure lors de la campagne de mai 2025. Néanmoins, au regard de la baisse de 40 % des émissions de COV entre les deux campagnes, il est attendu que les émissions de COV spécifiques diminuent également de cet ordre, aboutissant à une concentration estimée de 1,75 mg/Nm<sup>3</sup>, respectant la VLE de 2 mg/Nm<sup>3</sup> et un flux estimé de 0,1 kg/h, soit 0,876 t/an, respectant ainsi les VLE respectives de 0,13 kg/h et 1,16 t/an.</p> <p>L'inspection des installations classées propose donc la levée de la mise en demeure relative aux émissions de COV.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Études des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étude relative à la surveillance des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC présente au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, une étude relative à la surveillance des eaux souterraines réalisée par un hydrogéologue agréé, permettant de définir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les modalités d'une campagne de contrôle en tenant compte des caractéristiques de la nappe,</li><li>• un emplacement approprié pour l'implantation d'un dispositif de contrôle des eaux souterraines, à adapter en fonction du contexte du site et du sens des écoulements souterrains transitant sous ce dernier,</li><li>• la nature de ce dispositif et émettre des recommandations concernant les modalités de sa réalisation,</li><li>• si le(s) forage(s) éventuellement(s) présent(s) est/sont suffisant(s) ou si la création d'ouvrages supplémentaires s'avère nécessaire au vu des enjeux,</li><li>• la nature des paramètres à rechercher ainsi que les fréquences associées.</li></ul> <p>La caractérisation de l'état des eaux souterraines doit tenir compte du comportement des eaux souterraines c'est-à-dire des conditions hydrodynamiques et des battements de nappe. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis, dans le même délai, à l'inspection des installations classées de la DREAL accompagnés des propositions de la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une étude de vulnérabilité des milieux. Cette étude (rapport DEKRA référencé 541 44 482 du 19 avril 2024) a permis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'étudier le contexte géologique, hydrogéologique et hydraulique de la zone d'étude,</li><li>• de proposer l'implantation de trois piézomètres au sein du site d'étude,</li><li>• d'explicitier les modalités de réalisation de ces piézomètres,</li><li>• de définir le protocole d'échantillonnage et le programme analytique,</li></ul> <p>En première approche, l'étude propose la réalisation d'une campagne de prélèvements d'eaux souterraines.</p> <p>L'étude n'a pas été réalisée par un hydrogéologue agréé mais par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ce qui est de nature à assurer sa bonne qualité.</p> <p>L'étude précise que <i>"le niveau d'eau sur site devrait donc se situer entre 2 à 5 m de profondeur"</i> et propose la pose de trois piézomètres (un en amont et deux en aval hydraulique du site) d'une profondeur de 8 m (partie supérieure de 2 m de tube plein et partie inférieure de 6 m de tube crépiné).</p> <p>Si l'inspection des installations classées ne remet pas en cause le positionnement de ces piézomètres, elle s'interroge en revanche sur la profondeur des ouvrages compte tenu de l'épaisseur de l'aquifère supérieur (1 à 5 m).</p> <p>Ce questionnement est renforcé par les conclusions de la première campagne de surveillance des eaux souterraines réalisée en juin 2024 qui a mis en évidence <i>"un niveau statique anormalement bas pour le piézomètre PZ2 vis-à-vis des deux autres ouvrages (4,5 m environ plus bas)."</i> Le bureau d'études a émis les hypothèses suivantes pour expliquer cette anomalie : <i>"la nature karstique des calcaires présent sur le site explique potentiellement cette différence par l'existence de fissures dans cet aquifère. Ce piézomètre capte potentiellement à la fois la nappe alluviale et la nappe calcaire sous-jacente."</i></p> <p>Ce niveau statique anormalement bas du piézomètre PZ2 a été confirmé lors de la seconde campagne réalisée en septembre 2025.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées, par l'intermédiaire d'un hydrogéologue, la profondeur des ouvrages créés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Déclaration des piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque projet de forage répondant à la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA fait l'objet d'un porter-à-connaissance préalable auprès du préfet. Chaque forage répondant à la rubrique 1.1.1.0 respecte les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié. [...]
<b>Constats :</b> La création des trois piézomètres prévus dans l'étude de vulnérabilité des milieux n'a pas fait l'objet à proprement parler d'un porter à connaissance. Seule l'étude de vulnérabilité des milieux a été transmise à l'inspection des installations classées préalablement à leur réalisation. Cette étude décrit notamment les modalités de réalisation de ces piézomètres mais ne permet pas de justifier le respect de l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées que ses ouvrages respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Réalisation de piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation de piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente). [...]
<b>Constats :</b> Comme indiqué au point de contrôle n°2, pour expliquer le niveau d'eau anormalement bas du piézomètre PZ2, le bureau d'études a émis les hypothèses suivantes : <i>"la nature karstique des calcaires présent sur le site explique potentiellement cette différence par l'existence de fissures dans cet aquifère. Ce piézomètre capte potentiellement à la fois la nappe alluviale et la nappe calcaire sous-jacente."</i> L'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susmentionné stipule à son article 7 qu'un <i>"même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés."</i>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées que les ouvrages, notamment le PZ2, ne mettent pas en relation les deux nappes superposées sur la base d'une étude réalisée par un hydrogéologue.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Surveillance et entretien des forages**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance et entretien des forages
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées de la DREAL avant sa réalisation. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. [...]
<b>Constats :</b> Les trois piézomètres sont implantés en ras de sol et fermés par une bouche à clé. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'eau entre la bouche à clé et la cimentation des ouvrages, malgré la présence de joints au niveau des bouches à clé. Deux des trois ouvrages étant situés sur les voiries du site, ces éléments laissent craindre un risque d'introduction d'eau potentiellement polluée par les ouvrages en l'absence de bouchon étanche sur ces derniers. L'inspection des installations classées rappelle à toutes fins utiles que le site est situé à proximité immédiate des périmètres de protection éloignée et rapprochée des captages d'alimentation en eau potable de la commune de VECQUEVILLE situés en aval hydraulique du site et qu'une attention toute particulière doit donc être accordée à la gestion des piézomètres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assure de l'absence de risque d'infiltration d'eaux potentiellement polluées dans les ouvrages en améliorant la qualité de l'étanchéité des bouches à clé et en contrôlant régulièrement l'absence de risque d'introduction d'eaux pluviales dans la nappe via les piézomètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 6 : Inscription des forages**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inscription des forages
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC fait inscrire le (ou les) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. [...]
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'à sa connaissance, les ouvrages n'avaient pas fait l'objet d'une inscription à la Banque du Sous-Sol. Après vérification par l'inspection des installations classées, les ouvrages n'étaient en effet pas visibles sur la cartographie des ouvrages de la BSS disponible sur Infoterre. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le récépissé de déclaration de ses ouvrages en date du 18 novembre 2025 auprès du BRGM. Les informations techniques y figurant sont en adéquation avec les éléments indiqués dans le rapport d'installation de trois piézomètres et de suivi de la qualité des eaux souterraines (rapport DEKRA référencé 541 44 482 en date du 30 septembre 2024). Le PZ1 a été déclaré en doublon, l'exploitant a précisé qu'il avait sollicité la correction de cette erreur auprès de la plateforme de déclaration des ouvrages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Nivellement des ouvrages**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nivellement des ouvrages
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en mètre NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.
<b>Constats :</b> Le rapport DEKRA susmentionné précise que les ouvrages ont été nivelés en mètre NGF. Les localisations de prise de mesure (bouche à clé fermée) est indiquée dans le rapport mais ne figure pas sur chaque ouvrage. Les coupes techniques accompagnées des coupes géologiques pour chaque ouvrage sont présentées dans le rapport DEKRA susmentionné.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant signale clairement sur chaque ouvrage la localisation de prise de mesures pour les nivellements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 6 mois après avoir reçu l'avis et les recommandations de l'hydrogéologue accompagnés de ses propositions, la société CONSTANTIA JEANNE D'ARC transmet au Préfet les éléments justifiant du respect des engagements établis relatifs au suivi des eaux souterraines. En cas de détection de pollution due à l'activité industrielle, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais. Le résultat des campagnes de suivi des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées de la DREAL.
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé à une première campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de son site en juin 2024, soit environ deux mois après la réalisation de l'étude de vulnérabilité des milieux ayant permis de définir les modalités de cette surveillance. Les résultats des analyses ont montré : <ul style="list-style-type: none"><li>• des dépassements des valeurs de comparaison retenues en arsenic, chrome, plomb et nickel au niveau des piézomètres PZ1 (amont) et PZ2 (aval) avec un enrichissement des concentrations (entre 1,5 et 3 fois supérieures) en arsenic, chrome, plomb et nickel entre l'amont (PZ1) et l'aval (PZ2),</li><li>• que les hydrocarbures ne sont pas ou peu quantifiés au droit des trois piézomètres,</li><li>• que les hydrocarbures aromatiques polycycliques ne sont pas ou peu quantifiés au droit des trois piézomètres,</li><li>• un impact modéré en chlorure de vinyle dans les eaux de PZ3 (latéral hydraulique), la présence d'autres COHV dans des concentrations plus modestes.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Compte tenu des résultats de la première campagne de surveillance des eaux souterraines, l'inspection des installations classées propose de mettre en place un suivi semestriel (hautes eaux et basses eaux) de la qualité des eaux souterraines au droit du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois